



MÉTROPOLE
EUROPÉENNE DE LILLE

SYNTHÈSE DES COMPTES ADMINISTRATIFS CONSOLIDÉS 2018

Sommaire:

- I. La structure du compte administratif consolidé 2018
- II. La déclinaison par politiques publiques

I. LA STRUCTURE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

Une masse budgétaire consolidée de 1 689M€ (+7,7% par rapport à 2017).

Le compte administratif se caractérise par une épargne consolidée grâce à la maîtrise des dépenses de fonctionnement

► La MEL gère 7 budgets (1 principal et 6 annexes) qui s'élèvent en dépenses à 1 689M€ contre 1 568M€ (hors opérations exceptionnelles sur la dette) au CA 2017 à périmètre équivalent. Les dépenses de fonctionnement représentent 65% du budget consolidé.

► Le compte administratif 2018 est caractérisé par :

- des recettes de fonctionnement en hausse de +2,0% (+29M€) tout en absorbant une nouvelle baisse des dotations (-9,3M€),
- des dépenses de fonctionnement maîtrisées en légère hausse de +0,4% (+4,1M€),
- une annuité de la dette en hausse (+15M€) du fait de l'effet combiné d'une baisse des frais financiers (-5M€) et d'un remboursement de capital en hausse (+20M€),
- un niveau d'épargne nette consolidé (223M€ soit +10M€),
- et permettant de financer 434M€ d'investissement (+96M€ par rapport à 2017) tout en désendettant la MEL de -71M€ (soit -4,8%).

L'analyse se fait hors mouvements d'ordre, hors opérations liées aux lignes de trésorerie et en intégrant uniquement le coût net des opérations exceptionnelles dette (après reprise des provisions). Le budget consolidé correspond à la somme des budgets (budgets agrégés) sans les mouvements inter-budgets tels que la refacturation des personnels, la subvention d'équilibre du BG au BA Transport, le financement des eaux pluviales par le BG au BA Assainissement et en retraitant en investissement les cessions d'immobilisation, les mouvements de stock de terrains ...

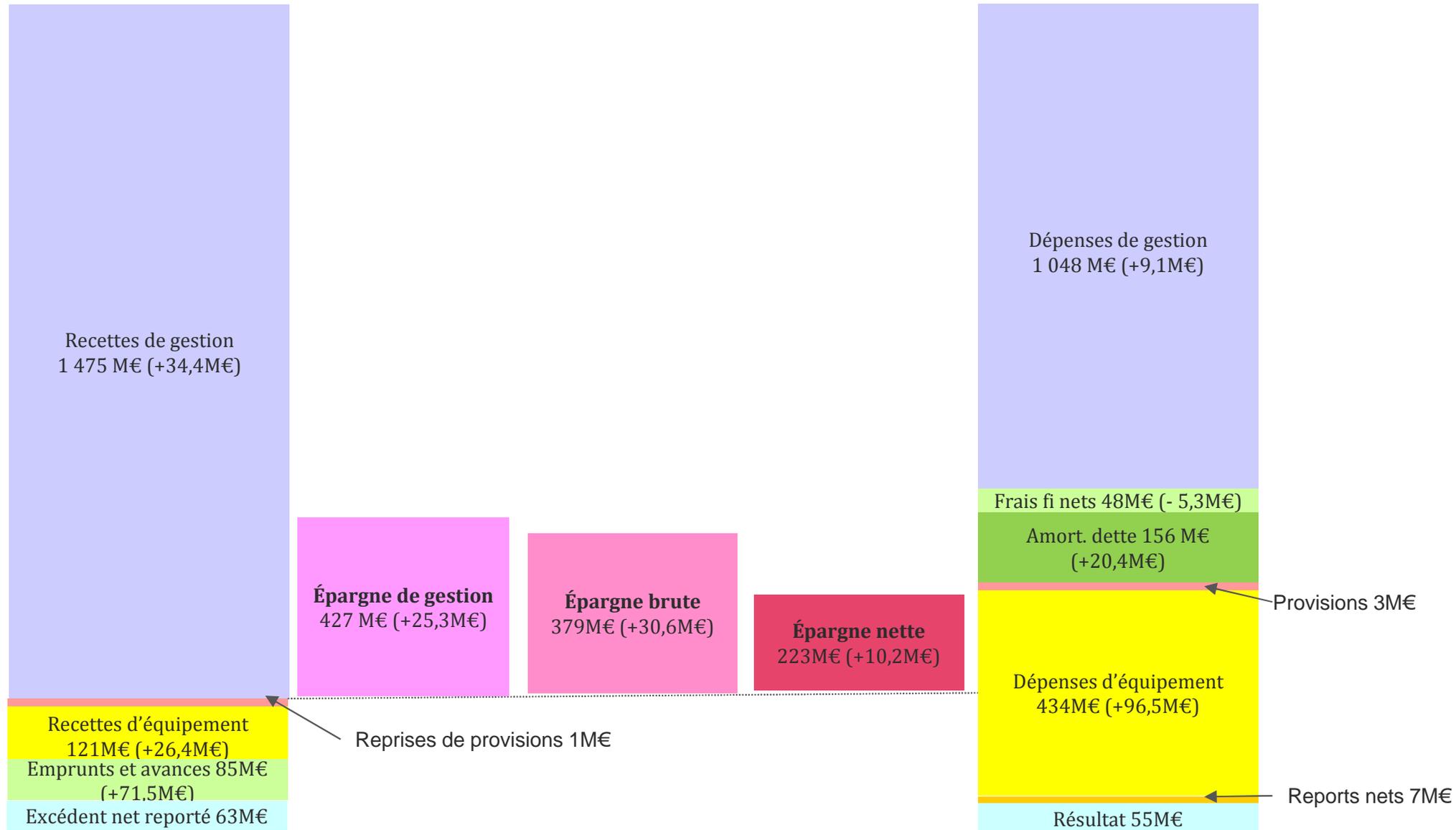
LES MASSES BUDGETAIRES 2018

BUDGETS CONSOLIDES	CA 2017	CA 2017 retraité**	CA 2018	Evol. CA 2018 / CA 2017 retraité	
				en M€	en %
MASSES BUDGETAIRES CONSOLIDEES mouvements réels	1 497 M€	1 568 M€	1 689 M€	+121 M€	+ 7,7%
Dépenses de gestion	967 M€	1 039 M€	1 047,6 M€	+9,1 M€	+ 0,9%
Frais financiers nets	53,5 M€	53,5 M€	48,4 M€	-5,1 M€	- 9,6%
Provisions	2,9 M€	2,9 M€	3 M€	+0,1 M€	+ 5,0%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 024 M€	1 095 M€	1 099,0 M€	+4,1 M€	+ 0,4%
Recettes de gestion	1 369 M€	1 440 M€	1 475 M€	+34 M€	+ 2,4%
Produits financiers			0,2 M€		
Reprises provisions	6,6 M€	6,6 M€	1 M€	-6 M€	- 87,8%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 376 M€	1 447 M€	1 475 M€	+29 M€	+ 2,0%
Dépenses d'équipement	337,9 M€	337,9 M€	434,4 M€	+96 M€	+ 28,6%
Epargne nette	216,4 M€	216,4 M€	220,5 M€	4,1 M€	+ 1,9%
Epargne nette (hors provisions)	212,7 M€	212,7 M€	222,8 M€	+10,1 M€	+ 4,7%
Remboursement du capital de la dette	135 M€	135 M€	155,8 M€	+20,4 M€	+ 15,1%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	473 M€	473 M€	590 M€	+117 M€	+ 24,7%
Recettes d'équipement	94 M€	94 M€	120,9 M€	+26 M€	+ 27,9%
Emprunts	9 M€	9 M€	83,3 M€	+74 M€	+ 825,5%
Avances de l'Agence de l'eau	4 M€	4 M€	1,7 M€	-3 M€	- 61,9%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	108 M€	108 M€	206 M€	+98 M€	+ 90,8%
Solde reporté de l'exercice n-1	76 M€	76 M€	63 M€		
Encours de dette au 31/12	1 491 M€	1 491 M€	1 420 M€	-71 M€	- 4,8%

* hors opérations comptables exceptionnelles liées à la dette (financées par reprises de provisions)

** intégration en dépenses et en recettes de fonctionnement de l'impact du nouveau montage contractuel de la CSP transports (mise en œuvre à compter du 1er avril 2018)

I La structure du compte administratif 2018



I La structure du compte administratif 2018

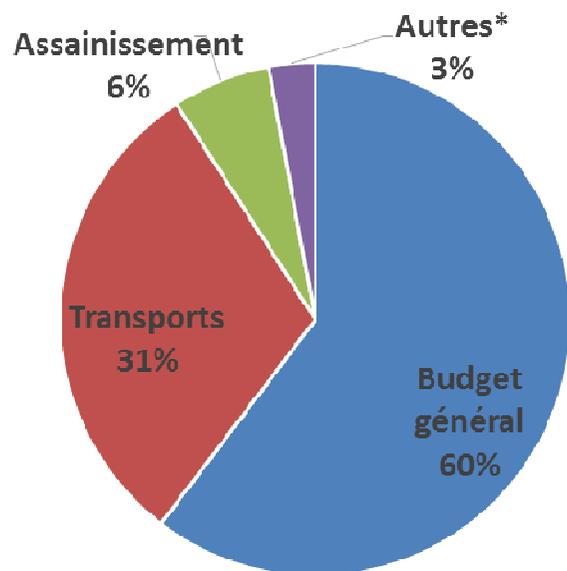
Répartition entre budgets

Le **budget général** porte 60% des dépenses. En valeur, il est en augmentation de +53M€. Les dépenses d'investissement sont en hausse sensible de +47M€. La section de fonctionnement connaît une évolution maîtrisée de +0,8M€.

Le **budget transports** est en sensible augmentation (+50,5M€) porté par le rachat en section d'investissement, pour 98M€, des biens non amortis de l'ancienne DSP de transports urbains de voyageurs.

Le **budget assainissement** présente une légère diminution.

Les **autres budgets** enregistrent une augmentation en investissement, essentiellement du fait des acquisitions réalisées sur le budget AIE dont notamment le rachat des anciennes ruches départementales (pour 13M€) .



Les budgets consolidés s'élèvent à 1689M€.
Le budget général représente 60% et le budget transports 31% des dépenses métropolitaines.

Budgets consolidés en M€	CA 2017 retraité	CA 2018	CA 2018 / CA 2017 retraité	
			Evolution en M€	Evolution en %
Budget général	967	1020	+53	5,5%
Investissement	275	322	+47	17,1%
Fonctionnement	692	698	+6	0,8%
Transports	464	515	+50,5	10,9%
Investissement	125	177	+51	40,8%
Fonctionnement	339	338	-1	-0,2%
Assainissement	109	105	-3	-3,2%
Investissement	51	50	-1	-2,9%
Fonctionnement	57	55	-2	-3,5%
Autres*	29	50	+21	74,2%
Investissement	22	42	+20	91,5%
Fonctionnement	7	8	+1	16,0%
TOTAL BUDGETS CONSOLIDES	1568	1689	+121	7,7%
Investissement	473	590	+117	24,7%
Fonctionnement	1095	1099	+4	0,4%

*Budgets eau, crématoriums, opérations d'aménagement, activités immobilières et économiques

I La structure du compte administratif 2018

Recettes de fonctionnement

Une augmentation des recettes de gestion (1475M€ / +34M€ à périmètre comparable), malgré une nouvelle baisse des dotations (-9M€)

RECETTES DE FONCTIONNEMENT -	CA 2017	CA 2017 retraité	BP 2018	CA 2018	Evolution CA2018/CA 2017	
					En M€	En %
Dotations	370,7 M€	370,7 M€	363,1 M€	361,3 M€	-9,3 M€	-2,5%
DGF	226,5 M€	226,5 M€	221,9 M€	223,1 M€	-3,4 M€	-1,5%
Compensations	6,5 M€	6,5 M€	6,3 M€	5,7 M€	-0,9 M€	-13,2%
Dotations réforme TP	121,1 M€	121,1 M€	119,0 M€	121,0 M€	-0,1 M€	-0,1%
FPIC	15,4 M€	15,4 M€	15,4 M€	10,6 M€	-4,8 M€	-31,2%
Autres	1,2 M€	1,2 M€	0,5 M€	1,1 M€	-0,2 M€	-14,0%
Recettes fiscales	765,9 M€	765,9 M€	767 M€	789 M€	+ 23,1 M€	3,0%
VT	230,4 M€	230,4 M€	236,9 M€	244,3 M€	+ 13,9 M€	6,0%
TEOM	163,7 M€	163,7 M€	166,1 M€	168,2 M€	+ 4,4 M€	2,7%
CFE	152,2 M€	152,2 M€	146,6 M€	153,5 M€	+ 1,4 M€	0,9%
TH	103,8 M€	103,8 M€	105,1 M€	106,4 M€	+ 2,6 M€	2,5%
CVAE	88,1 M€	88,1 M€	89,1 M€	92,1 M€	+ 4,0 M€	4,5%
TASCOM	17,1 M€	17,1 M€	12,9 M€	13,2 M€	-3,9 M€	-22,8%
Taxe de séjour	3,8 M€	3,8 M€	3,4 M€	4,5 M€	+ 0,7 M€	19,7%
Autres taxes	6,9 M€	6,9 M€	6,6 M€	6,8 M€	-0,1 M€	-1,3%
Redevance assainissement	72,2 M€	72,2 M€	71,0 M€	85,6 M€	+ 13,4 M€	18,5%
Autres recettes de gestion	160,3 M€	231,3 M€	222,9 M€	238,6 M€	+ 7,2 M€	3,1%
AC (Dépt et communes)	31,6 M€	31,6 M€	35,9 M€	35,9 M€	+ 4,3 M€	13,7%
Recettes exploitation transports		71,1 M€	73,7 M€	71,1 M€		
Autres	128,6 M€	128,6 M€	113,3 M€	131,5 M€	+ 2,9 M€	2,3%
Total recettes de fonctionnement	1 369,0 M€	1 440,1 M€	1 423,7 M€	1 474,5 M€	+ 34,3 M€	2,4%
Provisions	6,6 M€	6,6 M€		0,8 M€	-5,8 M€	-87,8%

Les **dotations (361M€)**, qui représentent 24% des recettes de fonctionnement, diminuent de -2,5% (-9M€), du fait d'une baisse de -5M€ du produit de FPIC (élément exceptionnel pour l'exercice 2018 dû aux modalités de calcul spécifiques suite à la fusion avec la CCW) et de celle de -4M€ sur les dotations de l'Etat (variables d'ajustement).

Les **ressources fiscales (789M€)**, qui représentent 54% des recettes de fonctionnement, progressent de +23M€ (+3%) sans augmentation des taux. Cette augmentation s'explique essentiellement par le dynamisme du VT et celui de la TEOM, de la CVAE. La révision des valeurs locatives met un coup d'arrêt, pour les exercices à venir, à ce dynamisme.

La **redevance assainissement (86M€)** est en hausse de +13,4M€ (+13,4%) grâce à l'effet combiné du dynamisme des bases et d'un rattrapage conjoncturel de recettes non perçues les années précédentes.

Les recettes intègrent également les **attributions de compensation** dont notamment celle du Département pour un montant de 33,9M€ (+4,3M€) qui intègre en année pleine la prise de compétence métropolitaine sur le FSL et le FDAJ.

Les **autres recettes (203M€ / +2,9M€)** comprennent notamment le reversement des recettes de la CSP transports pour 71,1M€ mais également les recettes des éco-organismes pour 19,1M€, les recettes liées à l'eau pour 17,1M€, celles liées au grand stade pour 15M€ ou celles issues de l'exploitation des parcs de stationnement pour 15,3M€.

I La structure du compte administratif 2018

Recettes fiscales : 789M€ (+23M€)

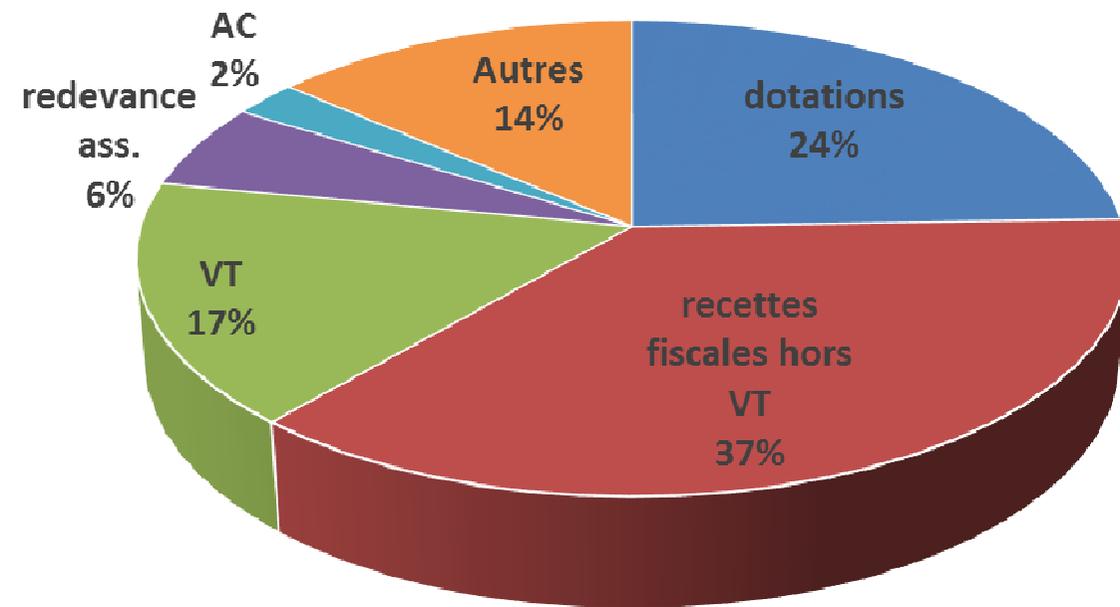
Les produits fiscaux du budget général (TEOM, TH, TF, CFE, CVAE ...) s'élèvent à 545M€ en 2018, en augmentation de +1,7% (+9M€) et représentent 37% des recettes de fonctionnement de la MEL. Les taxes d'habitation (TH), taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB), taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et cotisation foncière des entreprises (CFE) ont bénéficié de l'effet combiné de l'évolution physique des bases et de la dernière année de revalorisation des bases votée par le Parlement à +1,2% (avant application de la réforme des valeurs locatives qui met à mal le dynamisme des recettes fiscales des collectivités).

Le produit de la **contribution sur la valeur ajoutée des entreprises** (92,1M€) est également dynamique puisqu'il enregistre une hausse de +4M€ (soit +4,5%).

La **taxe d'habitation** (106,4M€) progresse de +2,6M€, soit +2,5%.

La **Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM)** diminue de -3,9M€ (soit -22,8%). L'exercice 2017 a correspondu à un pic dû à une modification des rythmes de versement de la taxe pour les plus grandes surfaces commerciales. Le niveau constaté en 2018 est quasiment identique à celui de 2016.

Le **versement transport** (244M€) affiche une hausse +13,9M€ par rapport à 2017 grâce à l'évolution des bases et à la rectification, au bénéfice de la MEL, d'une erreur d'encaissement (2M€) des URSSAF.



I La structure du compte administratif 2018

Dépenses de fonctionnement : 1099M€

L'année 2018 se caractérise par une maîtrise des dépenses de gestion (+9,1M€, +0,9%) combinée à une baisse des frais financiers (-5,1M€, -10%)

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA 2017	CA 2017 retraité	CA 2018	Evolution 2018/2017	
Charges à caractère général	254,9 M€	488,0 M€	490,6 M€	0,5%	+ 3 M€
Subventions - Participations	324,4 M€	162,4 M€	173,1 M€	6,6%	+ 11 M€
Personnel	134,5 M€	134,5 M€	138,5 M€	3,0%	+ 4 M€
Reversements aux communes	241,5 M€	241,5 M€	241,8 M€	0,1%	+ 0 M€
Dépenses diverses	12,1 M€	12,1 M€	3,5 M€	-71,0%	-9 M€
Total des dépenses de gestion	967,4 M€	1 038,5 M€	1 047,6 M€	0,9%	+ 9,1 M€
Charges financières	53,5 M€	53,5 M€	48,4 M€	-10%	-5,1 M€
Provisions	2,9 M€	2,9 M€	3,0 M€	5%	+ 0 M€
Total des dépenses de fonctionnement	1 023,8 M€	1 094,9 M€	1 099,0 M€	0,4%	+ 4,1 M€

Pour l'analyse, l'impact de la nouvelle CSP transports urbains de voyageurs a été neutralisé (changement d'imputation comptable des dépenses du chapitre subvention au chapitre charges à caractère général et intégration dans les comptes de la MEL des recettes tarifaires).

Toutes dépenses confondues, les dépenses de fonctionnement présentent un taux de réalisation de 96,7% sur BP.

Les **charges à caractère général** (achats de fournitures et prestations de service pour 491M€) représentent 45% des dépenses de fonctionnement de la MEL. Ces charges sont, à périmètre comparable, en légère augmentation (+0,5%/CA 2017). Ainsi, près de la moitié, 241,4M€ ont été affectés à l'exploitation du réseau de transports en commun. 131,5M€ servent aux résidus urbains (gestion de la collecte sélective des déchets pour 64,8M€, recyclage et valorisation des déchets pour 44,9M€, exploitation des déchetteries et des encombrants pour 21,6M€). 33M€ ont été consacrés à l'assainissement (dont 23,7M€ affectés au fonctionnement des stations d'épuration), 16M€ à l'aménagement et l'entretien de la voirie de proximité, 16,6M€ à la gestion du patrimoine, 9,7M€ à l'exploitation du stade Pierre Mauroy et 42,4M€ aux autres politiques publiques.

I La structure du compte administratif 2018

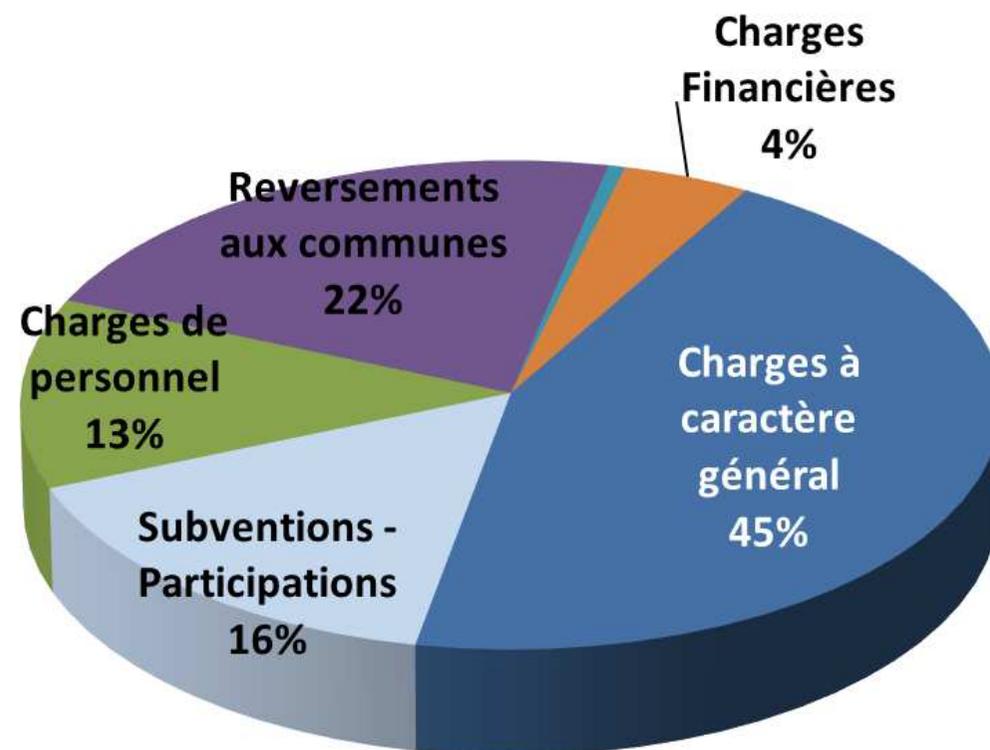
Dépenses de fonctionnement

Les **subventions et participations** (173,1M€) augmentent, par rapport au CA 2017 retraité, de +11M€ (+6,6%) et représentent 16% des dépenses de fonctionnement. Cette hausse s'explique en partie par l'effet année pleine de la gestion du fonds de solidarité pour le logement (FSL; +3,3M€) et du fonds d'aide aux jeunes (FDAJ, +0,4M€) et par des changements dans la nomenclature comptable intervenus au 1^{er} janvier 2018 qui modifient les périmètres comptables. Ces dépenses comprennent notamment 69,2M€ au titre de la politique transports (correspondant en grande partie au paiement du 1^{er} trimestre 2018 de l'ancienne DSP transports), la participation au SDIS (44,8M€), les subventions liées au rayonnement de la Métropole (24,9M€), celles affectées au développement économique, à l'emploi et à la recherche pour 12,9M€ ainsi que celles liées à l'aménagement du territoire (3,6M€).

Les crédits dédiés à la **masse salariale (138,5M€) augmentent de +4M€** (soit +3%) par rapport à 2017 sous l'effet du glissement vieillesse technicité et de la mise en œuvre, sur le second semestre, de la revalorisation du régime indemnitaire dans le cadre du RIFSEEP.

Les **versements aux communes (241,8M€, +0,3M€)** : l'attribution de compensation (217M€; +0,2M€) et la dotation de solidarité communautaire (25M€; +0,1M€) représentent 22% des dépenses de fonctionnement. Cette dépense est en hausse compte tenu d'ajustements liés aux transferts de compétences.

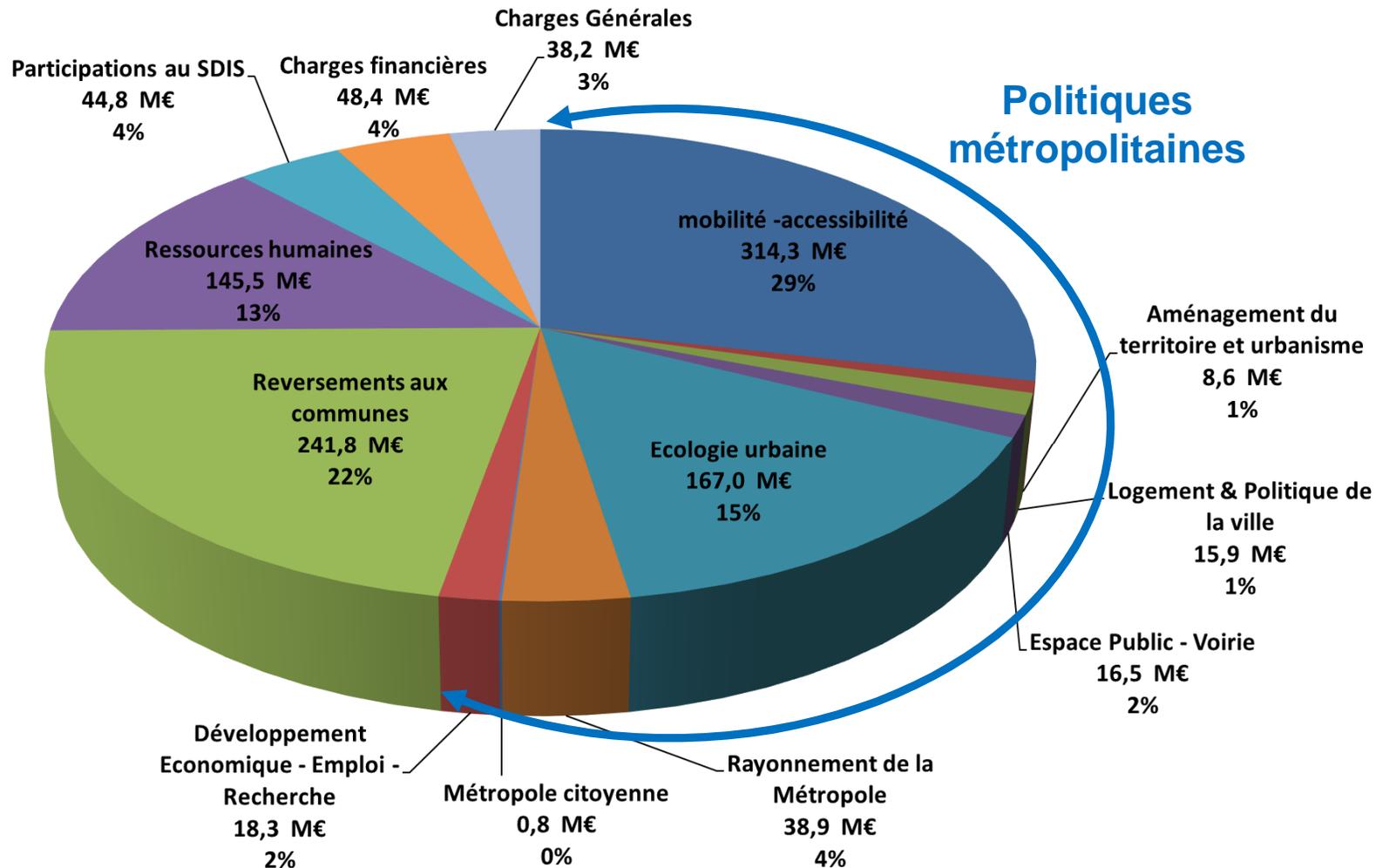
Les **charges financières baissent de -5,1M€ pour atteindre 48,4M€**. Cette baisse est générée par le désendettement de la MEL (-71M€ en 2018) combinée au maintien de conditions de taux d'intérêts bas sur les emprunts à taux variables et des conditions optimisées sur les nouvelles mobilisations de dette.



I La structure du compte administratif 2018

Dépenses de fonctionnement

580M€ ont été affectées directement aux politiques métropolitaines



I La structure du compte administratif 2018

Recettes d'investissement

L'année 2018 a été marquée par une augmentation des recettes d'investissement hors emprunt (+26,4M€/CA 2017) et par un recours à l'emprunt à hauteur de 85M€ permettant de financer des dépenses d'investissement en hausse.

Hors emprunt, les recettes d'investissement affichent un taux de réalisation de 93,6% sur BP.

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2017	CA 2018	Evolution 2018/2017	
Subventions - Participations	34 M€	30 M€	-13%	-4,4 M€
Produits des cessions d'immobilisations	11 M€	21 M€	88%	+ 10,0 M€
Recettes diverses	6 M€	15 M€	162%	+ 9,4 M€
Recettes de TVA	12 M€	22 M€	89%	+ 10,4 M€
Amendes de police	11 M€	11 M€	-2%	-0,2 M€
Taxe d'aménagement	21 M€	22 M€	6%	+ 1,3 M€
Total des recettes d'investissement hors emprunt	94,5 M€	120,9 M€	27,9%	+ 26,4 M€
Emprunts (bancaires et obligataires)	9 M€	83 M€	825%	+ 74,3 M€
Avances (agence de l'eau)	4 M€	2 M€	-62%	-2,7 M€
Total des recettes d'investissement	108 M€	206 M€	91%	+ 97,9 M€

Les recettes d'investissement sont composées :

➤ **De subventions et participations pour 30M€** (15% des recettes d'investissement, 25% hors emprunts)

- 12M€ au titre de l'Etat dont 8,9M€ pour les aides à la pierre,
- 4,2M€ proviennent de l'agence de l'eau,
- 8,6 M€ au titre du doublement de la ligne 1 du métro,
- 5,2M€ d'autres financeurs essentiellement pour accompagner la politique énergie (Ademe et redevances liées à l'énergie) et le sport.

I La structure du compte administratif 2018

Les recettes d'investissement

➤ **Produit des amendes de police** : 11M€ (5% des recettes d'investissement, 9% hors emprunts).

➤ **Fonds de Compensation de TVA et transfert de droits à déduction de TVA** : 22M€ (11% des recettes d'investissement, 18% hors emprunts) en hausse sensible notamment grâce à la récupération de la TVA sur les biens intégrés des concessions d'aménagement.

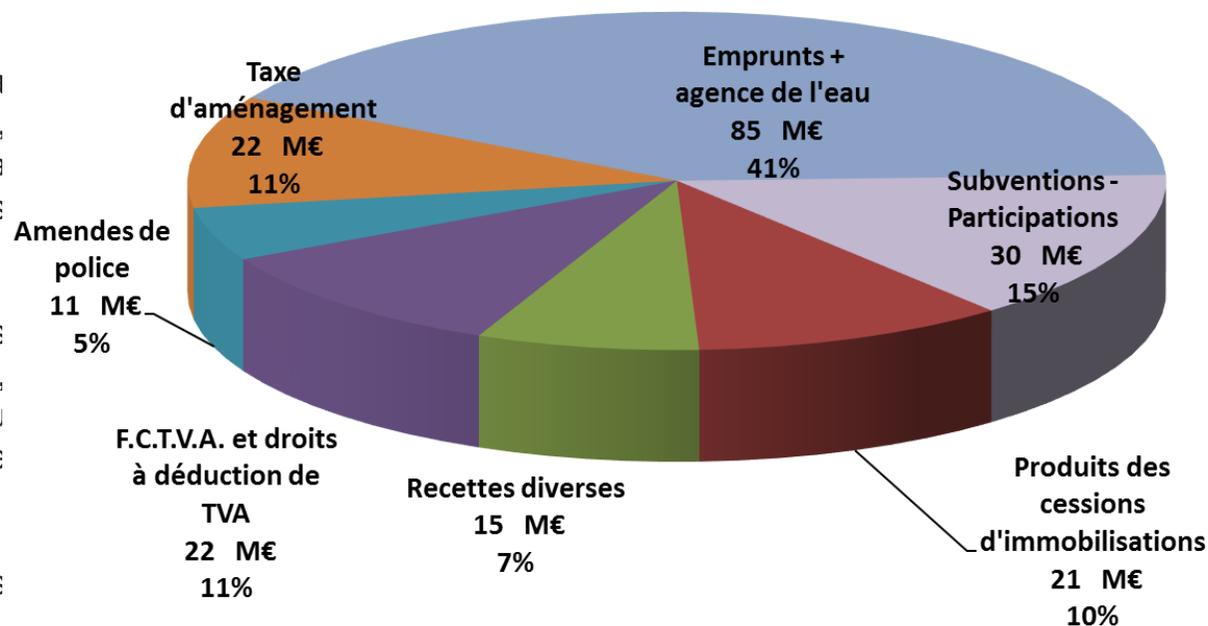
➤ **Taxe d'aménagement** : 22M€ (11% des recettes d'investissement, 18% hors emprunts). Ces recettes restent, pour la seconde année consécutive à un niveau élevé du fait du rattrapage, par l'Etat, du retard pris à la mise en œuvre de cette taxe dans son recouvrement.

➤ **Ventes immobilières** : 21M€ (10% des recettes, 18% hors emprunts).

➤ **Recettes diverses** : 15M€ (7% des recettes d'investissement, 13% hors emprunts). Elle comprennent notamment des remboursements d'avances et de prêts et cautionnements, les remboursements de subventions d'équipement versées, les opérations confiées sous mandat et les créances sur particuliers.

➤ **Emprunts et avances remboursables sans intérêt de l'agence de l'eau** : 85M€ (41% des recettes d'investissement).

70M€ ont été mobilisés au budget annexe transports pour financer les projets d'investissement et une partie des biens non amortis de l'ancienne DSP transports (pour 98M€) dont 55M€ auprès de la Banque européenne d'investissement (pour une durée de 24 ans et 3 mois à des taux fixes compris entre 1,553% et 1,648%), 5M€ auprès du Crédit coopératif (sur 14 ans et 4 mois à un taux fixe de 1%) et 10M€ auprès du Crédit agricole (sur 14 ans à taux variable EUR12M+ 0,16%). 13,3M€ ont été souscrits par le budget général dont 3,3M€ à taux 0 auprès de la CDC et 10M€ auprès de l'Agence France locale (à un taux fixe de 1,10%) sur 14 ans. Enfin, 1,7M€ d'avances de l'agence de l'eau ont été encaissées par le budget annexe assainissement.



I La structure du compte administratif 2018

Dépenses d'investissement

Un effort d'investissement maintenu: 434M€ réalisés intégrant, pour 98M€, le rachat des biens non amortis de l'ancienne DSP transports

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2017	CA 2018	Poids relatif	Evolution 2018/2017	
Subventions d'équipement versées	46 M€	47 M€	8%	+ 1 M€	2%
Etudes	14 M€	17 M€	3%	+ 2 M€	17%
Immobilisations corporelles	32 M€	144 M€	24%	+ 112 M€	344%
Travaux	209 M€	189 M€	32%	-20 M€	-10%
Avances de trésorerie consolidables	27 M€	28 M€	5%	+ 0 M€	1%
Dépenses diverses (hors dette)	8 M€	9 M€	1%	+ 1 M€	14%
Etalement reprise ICNE	1 M€	1 M€	0%	- M€	0%
Total des dépenses d'investissement hors dette	337,9 M€	434,3 M€	74%	+ 96 M€	28,6%
Emprunts et avances agence de l'eau	135,4 M€	155,8 M€	26%	+ 20 M€	15,1%
Total des dépenses d'investissement	473,3 M€	590,1 M€	100%	+ 117 M€	24,7%

Les dépenses d'investissement comprennent :

- Les **dépenses d'équipement (397M€)** qui regroupent les études, les subventions, les acquisitions, et les travaux. Elles représentent 91% des dépenses d'investissement hors emprunts.
- Les **dépenses d'investissement diverses pour 38M€** (avances de trésorerie, remboursement de subvention ...), soit 9% des dépenses d'investissement hors dette.
- Le remboursement du **capital des emprunts** (26% des dépenses d'investissement). En hausse en 2018 du fait d'un remboursement temporaire de 27,5M€ sur des emprunts revolving.

Les dépenses d'investissement hors dette présentent un taux de réalisation de 74% sur BP.

I La structure du compte administratif 2018

Dépenses d'investissement

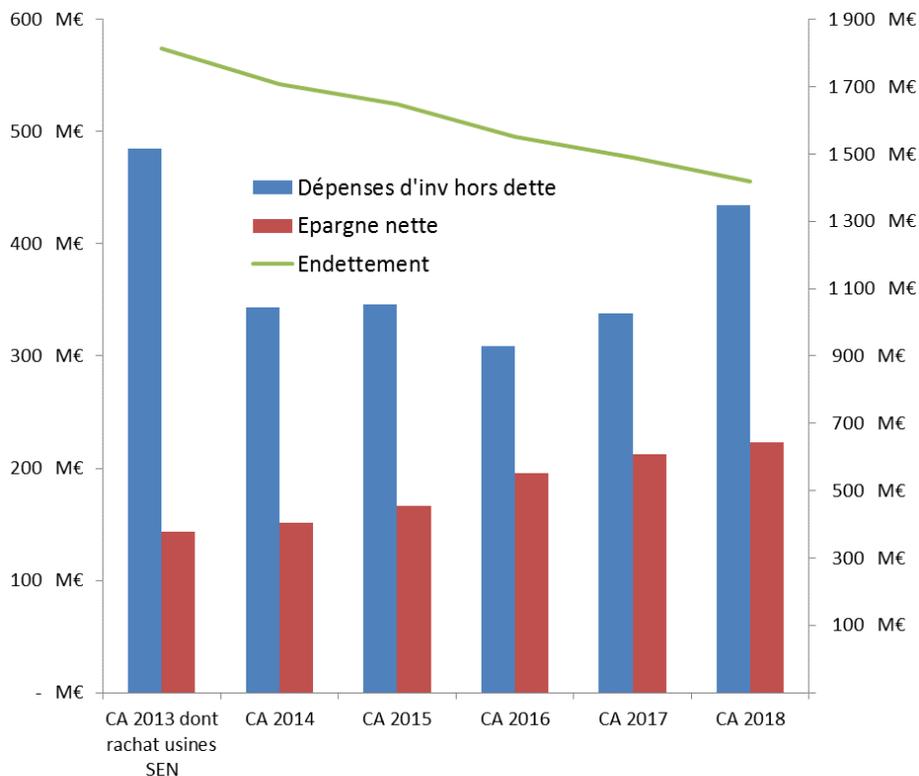
Sur les 590M€ de dépenses d'investissement, 418M€ sont affectés directement aux politiques métropolitaines et 156M€ au remboursement de leur financement passé par l'emprunt. Les 3% restants (soit 16M€) sont affectés aux moyens de l'administration (bâtiments, systèmes d'informations), aux reversements de taxe d'aménagement aux communes et à l'étalement comptable des intérêts courus non échus (ICNE) du budget annexe transports.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2017	CA 2018	Poids relatif	Evolution 2018/2017	
Développement Economique - Emploi - Recherche	35M€	52M€	9%	48%	17M€
Aménagement du territoire et urbanisme	35M€	30M€	5%	-15%	-5M€
Logement & Politique de la ville	39M€	44M€	7%	13%	5M€
Transports	87M€	146M€	25%	68%	59M€
Espace Public - Voirie	68M€	79M€	13%	15%	10M€
Ecologie urbaine	53M€	59M€	10%	12%	6M€
Rayonnement de la Métropole	8M€	9M€	1%	14%	1M€
Autres	0,1M€	0,2M€	0%	49%	0,1M€
TOTAL POLITIQUES COMMUNAUTAIRES	324,7M€	418M€	71%	29%	93M€
Moyens de l'administration	12M€	15M€	3%	30%	4M€
Amortissement de la dette	135M€	156M€	26%	15%	20M€
Etalement ICNE budget annexe transports	1M€	1M€	0%	0%	0M€
Total des dépenses d'investissement	473M€	590M€	100%	24,7%	117M€

I La structure du compte administratif 2018

Les équilibres financiers

UNE SITUATION FINANCIÈRE MAÎTRISÉE



BUDGETS CONSOLIDÉS	CA 2017 retraité	CA 2018	Evol. CA 2018 / CA 20167 retraité	
			en M€	en %
Recettes de gestion	1 440 M€	1 475 M€	+ 34,4 M€	2,4%
Dépenses de gestion	1 039 M€	1 048 M€	+ 9,1 M€	0,9%
EPARGNE DE GESTION	402 M€	427 M€	+ 25 M€	6%
<i>Taux d'épargne de gestion</i>	28%	29%		
Frais financiers nets	53,5 M€	48,2 M€	-5,3 M€	-9,8%
EPARGNE BRUTE *	348 M€	379 M€	+ 31 M€	9%
<i>Taux d'épargne brute *</i>	24%	26%		
Remboursement du capital de la dette	135 M€	156 M€	+ 20,4 M€	15,1%
EPARGNE NETTE *	213 M€	223 M€	+ 10 M€	5%
<i>Taux d'épargne nette (Ep. Nette/Rec de gestion) *</i>	15%	15%		
<i>Taux d'autofinancement (Ep. nette/dép. d'équipement) *</i>	63%	51%		
Reprises provisions	6,6 M€	1 M€	-5,8 M€	-87,8%
Provisions	3 M€	3 M€	+ 0,1 M€	5,0%
Recettes d'équipement	94 M€	121 M€	+ 26,4 M€	127,9%
Solde reporté de l'exercice n-1	75 M€	63 M€	-12,0 M€	84,0%
CAPACITE PROPRE D'INVESTISSEMENT	386 M€	404 M€	+ 19 M€	5%
<i>Taux de financement propre de l'investissement</i>				
Dépenses d'équipement	338 M€	434 M€	+ 96,5 M€	28,6%
Reports nets	26 M€	7 M€	-18,8 M€	-71,7%
Emprunts+ Avances ag. Eau	13 M€	85 M€	+ 71,5 M€	532,7%
Résultat net de fin d'année	63 M€	55 M€	-8 M€	-13%
Résultat déduction du financement des reports	37 M€	47 M€	+ 11 M€	30%
Endettement	1 491 M€	1 420 M€	-71 M€	-5%
<i>Capacité de désendetttement (en années)</i>	4,3	3,7		
<i>Encours/recettes totales hors emprunts</i>	92%	86%		
<i>Taux de charge de la dette (annuité/Recettes de gestion)</i>	13%	14%		
<i>Annuité dette / dépenses totales (Inv+Fct)</i>	12%	12%		

* hors provisions et résultats reportés

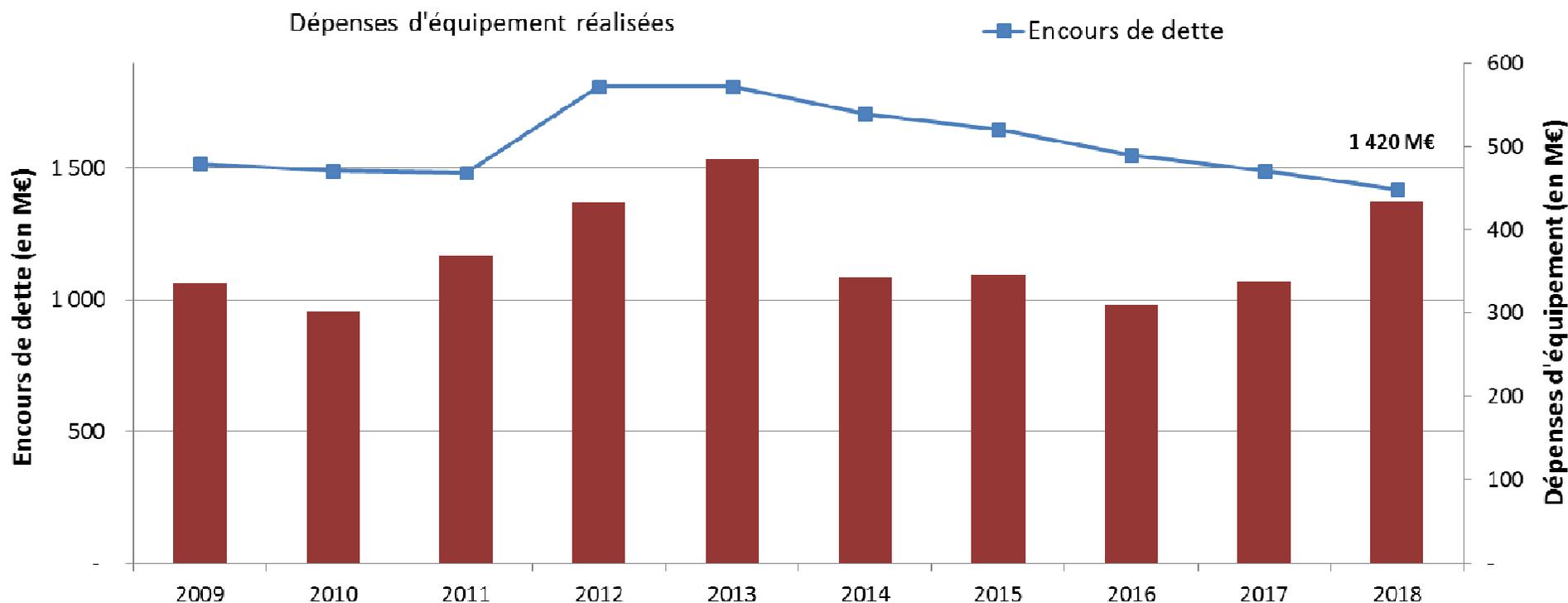
I La structure du compte administratif 2018

Un endettement en baisse pour la 5^{ème} année consécutive tout en portant un niveau d'investissement en hausse de +96,5M€

L'encours de dette baisse de -4,8% (-71M€) de CA à CA pour atteindre 1 420M€.

Le budget général affiche une **capacité de désendettement** de 3,8 ans, le budget transport 4,8 ans et le budget assainissement 2,5 ans, soit **3,7 ans en consolidé** (contre 4,3 ans au CA 2017).

Ces résultats consolidés depuis 5 ans témoignent de la saine gestion réalisée.



I La structure du compte administratif 2018

Les résultats comptables

Le compte administratif agrégé permet de dégager un résultat net global de 47,4M€ après reports.

COMPTE ADMINISTRATIF 2018		Principal	Eau	Assainissement	Transports	Crématorium	Opérations d'amgt	Activités immob. et éco.	TOTAL
FONCTIONNEMENT	Recettes de fonctionnement (hors excédent antérieur reporté R002)	1 060 496 825	17 256 250	116 926 995	438 430 663	2 273 953	5 626 203	16 939 272	1 657 950 161
	Dépenses de fonctionnement	914 142 009	3 688 257	73 817 567	417 764 019	2 179 238	5 633 209	17 268 456	1 434 492 756
	Résultat 2018	146 354 816	13 567 993	43 109 428	20 666 644	94 715	-7 006	-329 184	223 457 406
	Excédent antérieur reporté (R 002)	31 990 063		1 187 158	34 775	2 534 640		342 052	36 088 688
	Déficit antérieur reporté (D002)						0		0
	Résultat de fonctionnement cumulé (à affecter)	178 344 880	13 567 993	44 296 585	20 701 419	2 629 355	-7 007	12 868	259 546 094
INVESTISSEMENT	Recettes d'investissement (hors excédent antérieur reporté R001)	412 341 360	14 566 859	44 869 431	171 609 501	564 079	4 902 845	21 179 980	670 034 056
	Dépenses d'investissement (hors déficit antérieur reporté D001)	413 888 259	17 756 883	58 644 675	187 825 415	445 284	5 160 611	28 948 302	712 669 430
	Résultat 2018	-1 546 899	-3 190 024	-13 775 244	-16 215 914	118 795	-257 766	-7 768 322	-42 635 374
	Excédent antérieur reporté (R001)					174 250	301 370	11 314 213	11 789 832
	Déficit antérieur reporté (D001)*	-140 149 211	-9 403 445	-19 952 257	-4 369 123				-173 874 037
	Résultat d'investissement cumulé	-141 696 110	-12 593 469	-33 727 501	-20 585 037	293 045	43 604	3 545 891	-204 719 579
	Reports de recettes	1 084 893							1 084 893
	Reports de dépenses	8 368 794		46 735	4 000	97 493			8 517 022
	Solde des reports	-7 283 901	0	-46 735	-4 000	-97 493	0	0	-7 432 129
	Résultat d'investissement (à couvrir si <0)	-148 980 012	-12 593 469	-33 774 237	-20 589 037	195 553	43 604	3 545 891	-212 151 708
TOTAL	Résultat net 2018 hors reports	36 648 770	974 524	10 569 084	116 382	2 922 400	36 597	3 558 758	54 826 515
	Résultat net 2018 avec reports	29 364 868	974 524	10 522 349	112 382	2 824 908	36 597	3 558 758	47 394 386
Affectation des résultats 2018 sur l'exercice 2019	Résultat d'investissement reporté (R001 ou D001)	-141 696 110	-12 593 469	-33 727 501	-20 585 037	293 045	43 604	3 545 891	-204 719 579
	Affectation de l'excédent de fonctionnement à l'investissement ** (R1068)	148 980 012	13 358 029	40 056 319	20 589 037	0	0	0	222 983 397
	Report du résultat net en fonctionnement (R002 ou D002)	29 364 868	209 964	4 240 266	112 382	2 629 355	-7 007	12 868	36 562 697

II LA DÉCLINAISON PAR POLITIQUES PUBLIQUES

Les crédits directement affectés aux politiques métropolitaines augmentent de +97M€.

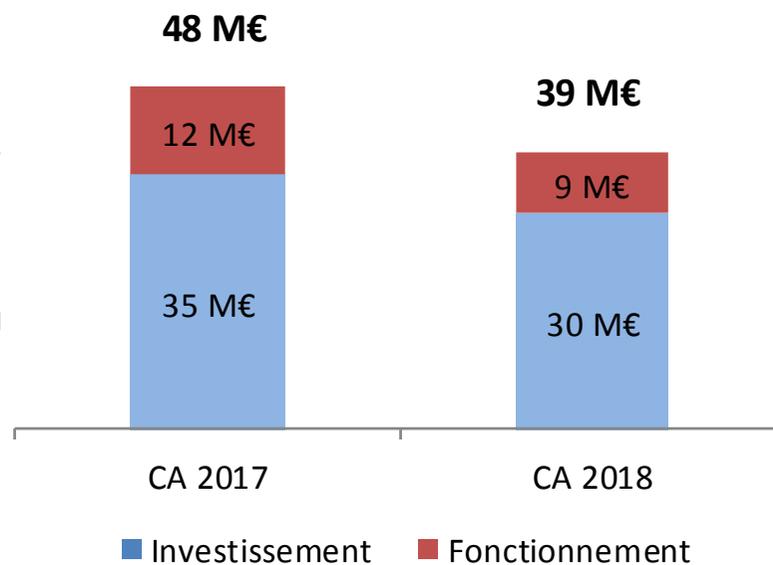
	CA 2017	CA 2017 retraité*	CA 2018 fonctionnement	CA 2018 investissement	CA 2018	Poids relatif	Evolution 2018/2017 retraité	
Développement Economique - Emploi - Recherche	51,3M€	51,3M€	18,3M€	51,6M€	69,9M€	7%	+ 36%	18,6M€
Aménagement du territoire et urbanisme	47,6M€	47,6M€	8,6M€	30,0M€	38,6M€	4%	- 19%	-9,0M€
Logement et politique de la ville	49,5M€	49,5M€	15,9M€	43,5M€	59,4M€	6%	+ 20%	9,8M€
Mobilité et accessibilité	333,1M€	404,2M€	314,3M€	146,2M€	460,5M€	46%	+ 14%	56,4M€
Espace Public - Voirie	85,1M€	85,1M€	16,5M€	78,6M€	95,1M€	10%	+ 12%	10,0M€
Ecologie urbaine	217,3M€	217,3M€	167,0M€	58,9M€	225,9M€	23%	+ 4%	8,6M€
Rayonnement de la Métropole	44,8M€	44,8M€	38,9M€	8,8M€	47,6M€	5%	+ 6%	2,8M€
Autres: métropole citoyenne, crématoriums, ...	0,8M€	0,8M€	0,8M€	0,2M€	1,0M€	0,1%	+ 22%	0,2M€
TOTAL POLITIQUES METROPOLITAINES	830M€	901M€	580M€	418M€	998M€	100%	10,7%	97M€

II LA DÉCLINAISON PAR POLITIQUES PUBLIQUES

L'aménagement du territoire et l'urbanisme pour 38,6M€, soit -9M€ par rapport au CA 2017.

Cette politique représente 4% des politiques publiques métropolitaines.

- La MEL poursuit son action spécifique d'aménageur pour équilibrer et développer le territoire métropolitain : 23,4M€ dépensés soit -11,5M€/CA 2017. Pour rappel, 2017 avait été caractérisée par des dépenses exceptionnelles dont notamment 7,8M€ d'acquisitions foncières (Saint Sauveur) et 4,9M€ pour le périmètre d'Euralille. En 2018, ont notamment été mobilisés: 5,7M€ pour Lille FCB, 2M€ pour l'acquisition du site Ange gardien, 3,3M€ (+2M€/CA 2017) pour le secteur de la gare de Roubaix, 1,5M€ pour le centre ville de Villeneuve d'Ascq, 1,1M€ pour le centre ville de Mouvaux, , 1M€ pour le centre ville de Wattlelos, 0,8M€ pour le centre ville de Tourcoing, 0,8M€ pour le projet îlot pépinière à Lille, 0,7M€ pour RHD, 0,6M€ pour Saint André – Sainte Hélène, 0,6M€ pour Comines-Philippe de Howyn, 0,6M€ pour Hem Beaumont. L'année 2018 a également été marquée par la mise en place du **nouveau fonds de concours écoles** : 0,9M€ versés en 2018.
- Elle aménage et exploite **l'espace naturel métropolitain** pour 6,7M€ (+2,4M€ par rapport à 2017, soit +55%). Les principales dépenses concernent l'animation et l'entretien de l'ENM (4,7M€ soit +81%/CA 2017) et les aménagements du Plan Bleu (1,3M€ soit +59%/CA 2017).
- La MEL a consacré en 2018 4,2M€ (-0,2M€/ CA 2017) à la **stratégie d'urbanisme**. Les dépenses se composent majoritairement de la subvention versée à l'Agence d'Urbanisme (2,7M€ soit +3%/CA 2017), de la contribution versée au Syndicat mixte du SCOT (0,9M€ soit +4%/CA 2017) et de la révision générale du PLU (0,3M€ soit -57%).
- La MEL porte également des actions en faveur de **l'agriculture** pour 0,6M€, **l'énergie** pour 2,3M€ (-0,1M€/CA 2016) avec notamment 1,6M€ pour la gestion des réseaux d'énergie, 0,4M€ pour les projets l'énergie renouvelables et 0,2M€ pour la gestion des réseaux de chaleur, **le développement durable** pour 1 M€ (+0,4M€/ CA 2017). Enfin, 0,3M€ ont été consacrés à la stratégie foncière de la MEL.



II LA DÉCLINAISON PAR POLITIQUES PUBLIQUES

Le développement économique, l'emploi et la recherche pour 70M€, soit +18,6M€/ CA 2017 (+5,6M€ hors rachat des ruches).

Cette politique représente 7% des politiques métropolitaines.

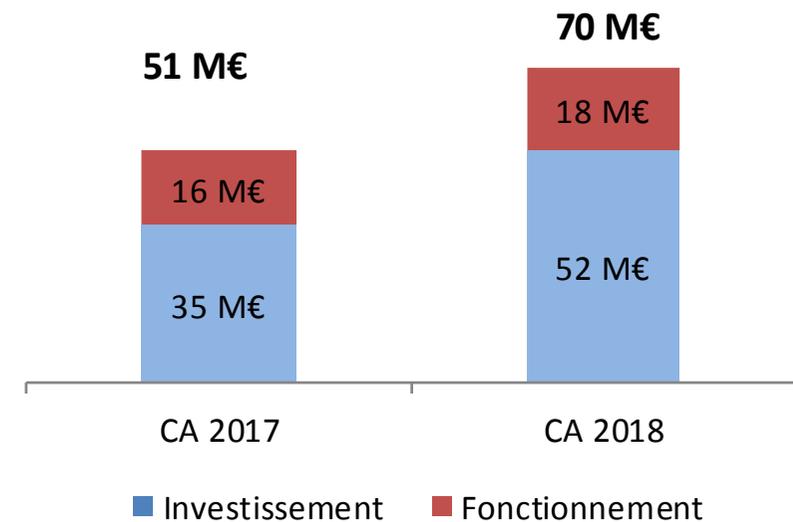
Le budget du développement économique est fondé sur deux piliers :

➤ **l'aménagement économique** (25,9M€, soit +0,3M€/ CA 2017) avec :

- La **zone de l'Union** pour 8,2M€ (-0,8M€/CA 2017),
- Le **développement du foncier et de l'immobilier d'entreprises** = 17,7M€ (+1,1M€/CA2017) dont La Lainière 8,8M€ (dont 3,8M€ d'acquisitions foncières), Halluin Front de Lys (2,4M€), Illies Salomé (1,3M€), l'acquisition du site Caulliez à Tourcoing (2,3M€), site d'Herlies (0,4M€), Neuville en Ferain- Petit Menin (0,6M€) et 0,3M€ de réserves foncières.

➤ Et de **l'action économique** (44M€, soit +18,4M€/ CA 2017). Les principales dépenses réalisées concernent :

- Le rachat des **ruches** au Département du Nord pour 13M€,
- le soutien à la **recherche, l'enseignement supérieur, à l'innovation** et aux domaines d'activité stratégiques pour 8,2M€ (-2,8M€/CA 2017),
- la **gestion du foncier et de l'immobilier d'entreprises** pour 9,6M€ (+6,2M€/CA 2017) avec notamment 5M€ d'investissement sur les parcs d'activités,
- l'aide aux entreprises, aux commerces et à l'emploi pour 5,6M€ (+1,3M€/CA2017),
- le soutien au développement des filières, à la **stratégie économique** et à **l'attractivité** de la Métropole pour 2,8M€,
- le développement des **nouveaux usages numériques** pour 2,5M€ (+1M€/CA2017),
- La mise en place du **schéma d'aménagement numérique** pour 0,2M€,
- le soutien à **l'économie sociale et solidaire** pour 0,8M€ (+0,1M€/CA2017),
- Autres: 1,1M€.



II LA DÉCLINAISON PAR POLITIQUES PUBLIQUES

L'écologie urbaine (déchets ménagers, assainissement et eau) avec 226M€, soit +8,6M€/ CA 2017 (+4%).

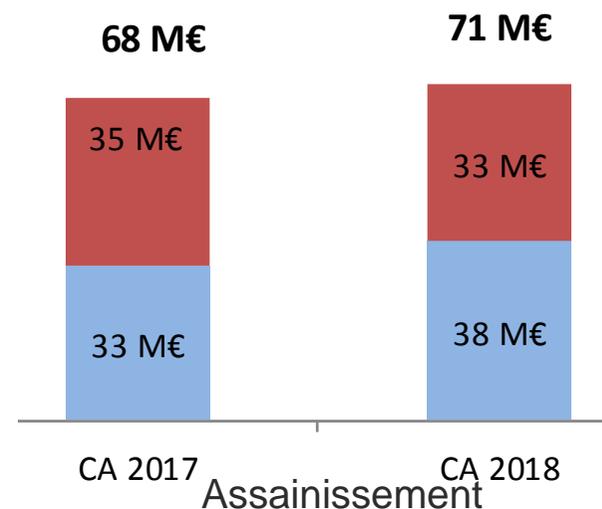
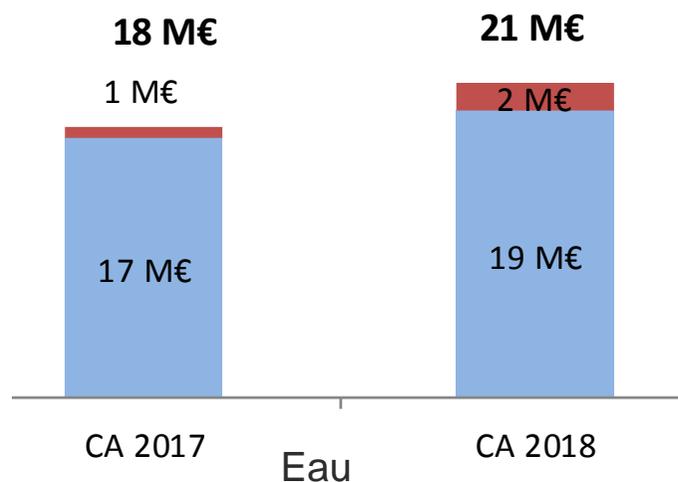
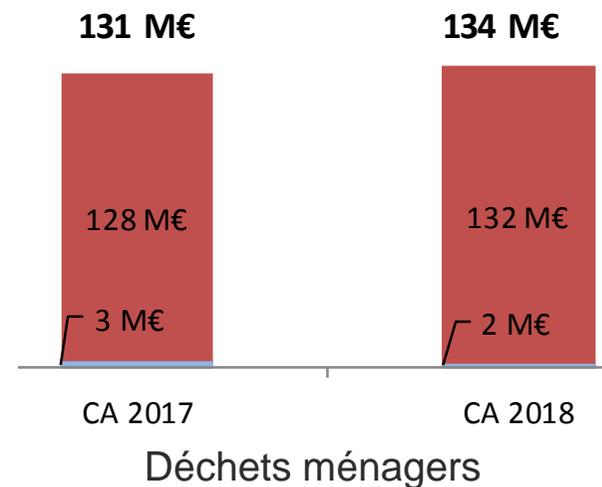
Cette politique représente 23% des politiques publiques métropolitaines.

➤ Le budget des **déchets ménagers** (133,8M€, +2,8M€/ CA 2017 soit +2,1%) porte les actions en matière de collecte sélective (66,7M€, soit +0,1M€/CA2017), de gestion des déchetteries et des encombrants (21,8M€, soit +1,4M€/CA2017) et de recyclage et de valorisation des déchets (45M€, soit +1,4M€/CA2017).

➤ Le budget de l'**assainissement** représente 71,1M€, soit +2,7M€/CA 2017. Il est consacré à la construction et l'exploitation des stations d'épuration (31M€, -0,8M€ / CA2017), dont 9,2M€ pour la STEP de Marquette, 5,6M€ pour la STEP de Wattrebs, 2,4M€ pour la STEP de Villeneuve d'Ascq, 2,9M€ pour la STEP d'Houplin Ancoisne, 3,1M€ pour la STEP de Neuville et 2,9M€ pour les stations de pompage et de relèvement), au développement des réseaux de lutte contre la pollution pour 21,3M€(+2,8M€ / CA2017), à la collecte des eaux usées pour 18,1M€ (+0,7/CA 2017) et à la veille écologique (0,4M€, +0,1M€ / CA 2017).

➤ En 2017, la MEL a dédié 21M€ à la politique de l'**eau** (+3,1M€/CA2017) dont:

- le développement du réseau de distribution d'eau (17,6M€, +1,6M€/CA 2017),
- la lutte contre les incendies (1,5M€, +0,2M€/CA 2017),
- la gestion des milieux aquatiques et la lutte contre les inondations (1,4M€- nouvelle compétence en 2018)



■ Investissement ■ Fonctionnement

II LA DÉCLINAISON PAR POLITIQUES PUBLIQUES

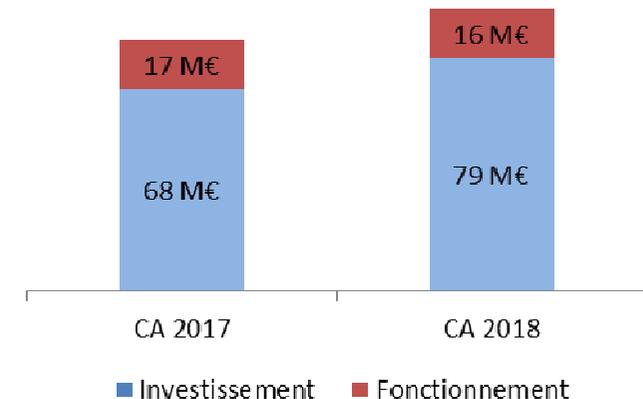
L'espace public – voirie pour 95M€, soit +10M€/ CA 2017 (+12%)

Cette politique représente 10% des politiques publiques métropolitaines.

Le budget voirie et espace public a augmenté de près de +12% en 2018.

Ce budget se répartit ainsi :

- 79,4M€ pour l'aménagement et l'entretien de **la voirie de proximité** (+8,4M€/CA 2017). Ces dépenses se déclinent en différents programmes :
 - Maintenance de la voirie et des ouvrages publics pour 46,2M€ (+4,8M€/CA 2017; +12%),
 - Exploitation de l'espace public pour 13M€ (-0,6M€/CA 2017; 5%),
 - Assurer le partage et la qualité des espaces publics pour 17,5M€ (+4,4M€/CA 2017; +34%),
 - Adaptation de l'espace public en accompagnement des projets communaux pour 2,7M€ (+0,1M€).
- 6,6M€ pour les **espaces de centralité majeure** (-1,5M€/ CA 2017) dont 3,2M€ pour la restauration des secteurs pavés du Vieux Lille, 1,6M€ pour le projet du champs de mars (6,2M€ en 2017) et 1,5M€ pour la requalification du centre de Tourcoing.
- 9,1M€ (+3,1M€/ CA 2017) pour le développement des **grandes infrastructures** routières, dont 5,4M€ pour la Lino sud, 1,9M€ pour Hem 4 vents- RD700, 0,6M€ pour la liaison Tourcoing-Wattrelos et 0,6M€ pour la voirie Erquinghem Lys Fort Rompu.



II LA DÉCLINAISON PAR POLITIQUES PUBLIQUES

Le logement, la politique de la ville et jeunesse pour 59,4M€, soit +9,8 M€ / CA 2017 (+20%).

Cette politique représente 6% des politiques publiques métropolitaines.

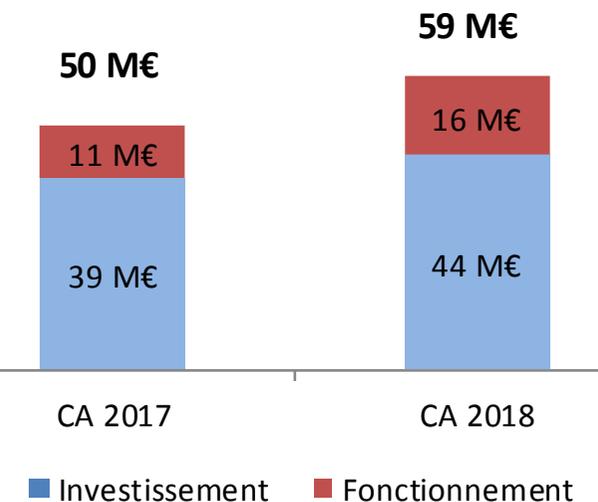
➤ Le domaine de l'**habitat** (46,1M€, soit +8,4M€/ CA2017; +22%). Les principales dépenses réalisées sont :

- pour le développement de l'offre nouvelle de logements (15,6M€, +1,9M€/CA2017 soit +14%),
- pour la rénovation des parcs publics et privés (14,4M€, +3,2M€/CA2017 soit +28%),
- pour le développement de la politique foncière en matière d'habitat (3,6M€, +0,4M€/CA2017),
- pour mettre en œuvre les politiques de solidarité (2,1M€, soit -0,3M€/CA 2017),
- pour mettre en œuvre le PLH (3,8M€, -0,1M€/CA 2017),
- pour gérer le fonds de solidarité logement (FSL), compétence reprise au 1^{er} juillet 2017, pour 6,6M€ (+3,3M€/ 2017- effet année pleine).

➤ La MEL continue de soutenir la **politique de la ville et l'ANRU** (8,4M€, soit -0,6€/ CA 2017). Pour cela, elle poursuit des **projets de rénovation urbaine** (4,1M€) avec principalement les sites de Lille Arras Europe pour 1 M€ et Tourcoing Belencontre (0,7M€). La MEL poursuit également la **rénovation des quartiers anciens** (4,3M€) essentiellement sur Lille (4,1M€).

➤ Elle accompagne les **gens du voyage et les populations migrantes** (3,7M€, soit +1,3M€/CA2017) dont 3,2M€ pour l'aménagement et le fonctionnement des aires d'accueil et de passage et de 0,5M€ pour l'aménagement et le fonctionnement des campements ROMS (dont notamment 350K€ pour les villages d'insertion).

➤ Soutien à la **Politique jeunesse** (1,1M€) à travers notamment la mise en œuvre du FAJ (fond d'aide aux jeunes) à compter du 1^{er} juillet 2017 (0,8M€ en 2018) et le PIA jeunesse pour 0,2M€.



II LA DÉCLINAISON PAR POLITIQUES PUBLIQUES

La mobilité et l'accessibilité avec 461M€, soit +56,4M€/ CA 2017 retraité.

Il s'agit du principal poste de dépenses de la MEL et représente 46% des crédits affectés aux politiques publiques métropolitaines.

L'année 2018 a été marquée par la mise en place, au 1^{er} avril 2018, de la nouvelle concession de service public (CSP) transports urbains de voyageurs qui se caractérise par un nouveau montage contractuel (les recettes tarifaires sont désormais reversées directement à la MEL) et par le rachat des biens non amortis de l'ancien contrat pour 98M€.

L'exploitation du réseau inclut le fonctionnement du métro, du tram, des bus et du V'Lille, délégué à Keolis Lille (Transpole) pour 297,2M€ (+4,1M€/ CA2016).

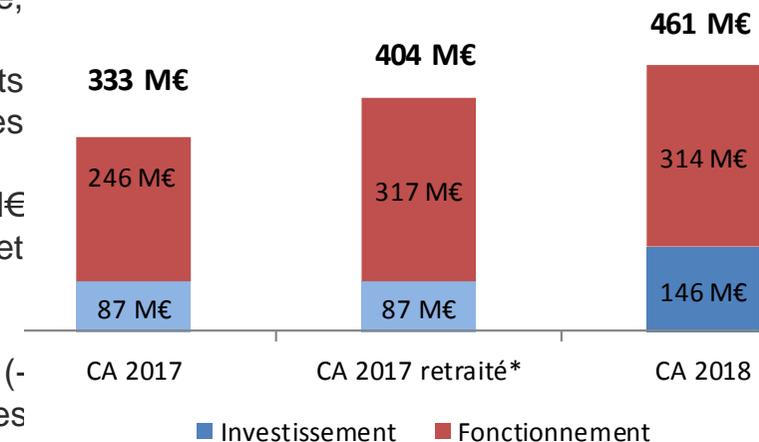
Ce montant correspond, à compter du 1^{er} avril 2018, aux dépenses de la CSP transports non minorées (contrairement à précédemment) des recettes des tarifs perçus auprès des usagers. Ces recettes sont à présent enregistrées dans les comptes de la MEL.

La MEL prend aussi en charge des dépenses de fonctionnement hors CSP pour 13,4M€ (dont 11,8M€ de taxes foncières, et 1,6M€ de dépenses liées à des travaux d'entretiens et de réparations).

Cette exploitation s'accompagne d'**investissements sur le réseau** pour 20,4M€ (-1,8M€/CA 2017) dont 6,4M€ pour les interventions sur les infrastructures, 5,7M€ pour les lignes, 4M€ de travaux pour la mise en place de contrôle d'accès au métro ou 2,5M€ pour le développement de l'intermodalité (parcs relais et pôles d'échanges).

Le programme de **doublement des quais et des rames de la ligne 1** avec 16,6M€ de réalisations en 2018.

La MEL a également contribué au **développement des modes doux pour 9,8M€**, soit +4,1M€/CA 2017 (6,3M€ dédiés aux aménagements cyclables, 2,5M€ pour les voies vertes et 0,9M€ pour les politiques de déplacement) et à **l'amélioration de l'offre de stationnement** pour 5,2M€.



* Retraitement de l'impact du nouveau montage contractuel de la CSP transports urbain de voyageurs mise en place au 1^{er} avril 2018

II LA DÉCLINAISON PAR POLITIQUES PUBLIQUES

Le rayonnement de la métropole atteint 47,6M€, soit +2,8M€ / CA 2017.

Cette politique représente 5% des politiques publiques métropolitaines.

➤ **Culture = 19,1M€, soit +2M€ / CA 2017**

La MEL accompagne les **grandes structures culturelles** pour 6,2M€ (stable/CA 2017) comme l'Opéra pour 2,3M€, les conservatoires pour 1,5M€, l'Orchestre National de Lille pour 1,1M€, la Condition publique pour 0,9M€, l'Institut du monde Arabe pour 0,2M€ et 0,16M€ pour le Musée de Fromelles.

6,8M€ (+2,3%/CA 2017) sont affectés au grand équipement culturel métropolitain, le **LAM**.

La MEL participe aussi au **développement de la politique culturelle** pour 6,1M€ (+1,8M€/2017 soit +41%) avec principalement le soutien aux événements culturels pour 1,3M€ (+12%/2017), le soutien aux équipements culturels pour 2,5M€ (+205%/2017), à Lille 3000 pour 0,8M€, aux fabriques culturelles pour 0,7M€, aux belles sorties pour 0,3M€ (+11%/2017), au Pass Musée pour 0,2M€ et à la lecture publique pour 0,1M€ et 0,2M€ d'autres actions.

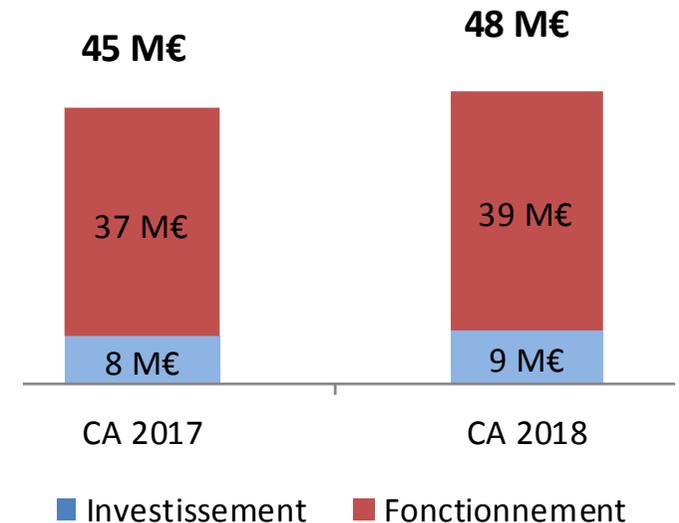
➤ **Sport = 24,4M€, soit +0,5M€ / CA 2017**

Outre le **Stade Pierre Mauroy**, 1^{er} grand équipement sportif métropolitain (10,6M€ de dépenses pour le stade et ses abords), le rayonnement sportif de la métropole est soutenu par **l'accompagnement du sport de haut niveau et des grands événements sportifs** (5,2M€, soit +0,1M€/CA2017). Les principales dépenses sont constituées du soutien donné au sport de haut niveau (3,3M€) et aux événements sportifs pour 1,9M€ (dont soutien pour la Coupe Davis de 0,7M€).

Le soutien à la pratique sportive se traduit par la participations aux entrées scolaires dans les piscines (2M€), par le soutien à la rénovation des piscines (1,5M€), par le plan de soutien aux équipements sportifs (2,7M€) et par le soutien aux équipements métropolitains (1,3M€ pour le Stadium, la piscine des Weppes pour 0,5M€ et la patinoire pour 0,5M€).

➤ **Tourisme = 3,6M€** (+0,4M€ /CA 2017). Ce budget est essentiellement composé de subventions versées aux offices de tourisme pour 3,1M€ mais également par 0,3M€ consacrés à la politique tourisme et 0,2M€ au développement de la marque territoriale. Il sera amené à évoluer avec le développement de la politique touristique et d'attractivité métropolitaine.

➤ **Europe et international = 0,5M€**, stable/ CA 2017, dont 0,3M€ pour l'Eurométropole.



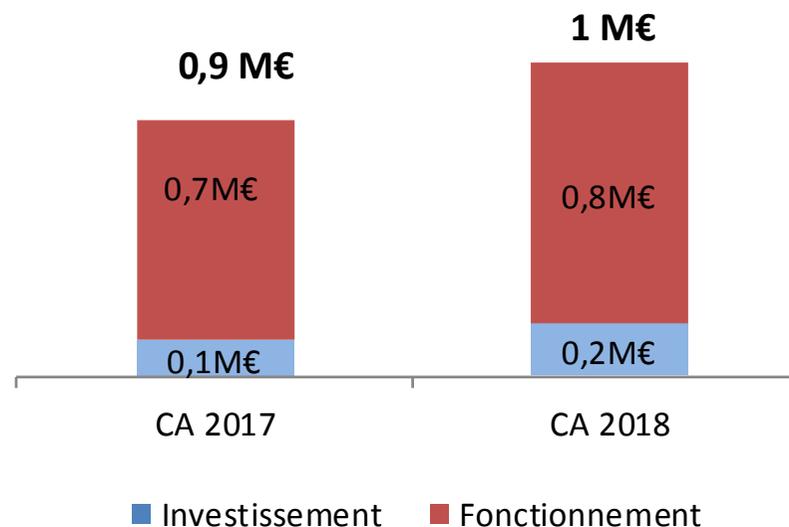
II LA DÉCLINAISON PAR POLITIQUES PUBLIQUES

Les autres politiques (Crématoriums & Métropole citoyenne) : 1M€ qui représente 0,1% des politiques publiques métropolitaines.

➤ **Crématoriums** = 0,7M€, +0,04M€ / CA 2017

Ces dépenses sont affectées à l'entretien et aux réparations des crématoriums métropolitains.

➤ **Métropole citoyenne** = 0,3M€, (+0,14M€ / CA 2017). Ces dépenses sont principalement constituées de crédits pour la gouvernance territoriale (contrats de co-développement), la prévention de la délinquance et la concertation avec les citoyens et les usagers.





1, rue du Ballon
CS 50749 59034 LILLE CEDEX
Tél : +33 (0)3 20 21 22 23
Fax : +33 (0)3 20 21 22 99

www.lillemetropole.fr